

# Présence internationale

Bulletin numéro 82  
Automne 2010

## SOMMAIRE

Édito	p. 2
France : Portraits croisés des deux coordinatrices	p. 3
Indonésie : Retour sur la tournée de Victor Mambor en France	p. 4
Guatemala : Des nouvelles du Projet en 2010	p. 6
PBI au Népal : un sport de hautes sensations !	p. 8
Colombie : les débuts d'Alice dans la sous-équipe de Medellin	p. 10
Mexique : les nouvelles orientations du Projet	p. 11
PBI France	p. 12



*Alice, à la découverte de Medellin et sa région.*

**« Je suis très heureuse de retrouver la Colombie, même si c'est une expérience totalement différente... avec PBI nous avons accès à tout un contexte d'atteintes aux droits, à des témoignages de la violence, c'est une autre dimension du pays que je découvre cette année »**

**PBI section française**  
21 ter, rue Voltaire  
75011 Paris  
Tél. : 01 43 73 49 60  
Email : [pbi.france@free.fr](mailto:pbi.france@free.fr)  
[www.pbi-france.org](http://www.pbi-france.org)

Alice Tabard, volontaire française en Colombie

**pbi**  
un espace pour la paix

**Peace Brigades International** est une organisation non gouvernementale internationale officiellement reconnue par le département de l'information de l'ONU. PBI est une organisation indépendante de tout intérêt économique, tendance politique ou croyance religieuse. À la demande expresse d'associations locales menacées, PBI organise une présence internationale protectrice dans les zones de conflit afin de sauvegarder l'espace politique nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'une résolution non-violente des conflits.

Chers lecteurs,

PBJ vient de traverser une période de grande effervescence ! Sur une période d'une dizaine de jours, l'équipe du bureau de PBJ a choisi la nouvelle coordinatrice de PBJ France, l'ensemble des bénévoles a pris en charge le journaliste indonésien Victor Mambor, une journée d'initiation a été organisée et nous nous sommes rassemblés pour le conseil d'administration de la rentrée. Les ingrédients pour réussir cette période de grande activité ? Une dose d'investissement, une pincée d'organisation, ajoutez-y une pointe de communication et saupoudrez le tout de bonne humeur !

Reprenons dans l'ordre et plus lentement. PBJ connaît un grand changement en cette fin d'année 2010 : la coordination de PBJ France change. Un double changement, changement de personne et passage d'un mi-temps à un temps plein. Anne, notre coordinatrice depuis cinq ans, va quitter l'équipe fin novembre ; elle sera remplacée par Émilie qui nous a rejoints le 2 novembre. Vous les connaîtrez davantage en lisant leur interview en page 3 de ce bulletin.

Comme je vous l'ai signalé plus haut, nous avons reçu la visite d'un défenseur indonésien, Victor Mambor, journaliste et responsable de la communication pour la coordination d'ONG Foker. Victor a passé une semaine en France, entre Paris et Lyon, entre rendez-vous officiels, visites et échanges avec l'équipe de PBJ. Rendez-vous pages 4 et 5 pour découvrir son portrait détaillé. Sachez aussi qu'il cache un don inouï pour la fermeture des valises. Lorsque je suis entrée dans sa chambre pour l'aider à descendre ses bagages, j'ai vu un sac fermé et une valise ouverte avec autant d'affaires sur la valise que dans la valise... Fermer cette valise ? Pour moi c'était mission impossible, pour lui c'était l'histoire de quelques minutes, d'un peu de patience et de beaucoup de précautions !

Je vous parlais de la journée d'initiation qui a eu lieu le 2 octobre. Une journée d'initiation c'est toujours un grand moment mais cette fois ça l'a été tout particulièrement et surtout pour moi ! Dès le début, cette journée était placée sous le signe de la nouveauté et de l'originalité. Nouveauté, puisque c'était une première pour cette équipe d'animateurs : Georges, toujours au poste a été aidé de Jean-Jacques, venu d'Albi pour l'occasion et de moi-même débutante motivée mais sans expérience ! Je pensais y assister en semi-observatrice sauf que Georges a voulu nous laisser la main et que Jean-Jacques, formateur de profession, ne connaissait pas la présentation « officielle » de PBJ. Mon cœur commence à s'accélérer, mes joues rosissent, je comprends très vite que je vais devoir parler ! Que d'émotions ! Et que d'apprentissages ! L'aisance de parole de Georges et Jean-Jacques, la gestion du temps de Georges, les méthodes de Jean-Jacques durant le débriefing des ateliers... A moitié formatrice, à moitié formée, j'en ressors toujours autant motivée et un peu plus expérimentée. Suite des aventures le 27 novembre pour la nouvelle journée d'orientation !

Pour terminer, voici quelques informations concernant les semaines à venir :

- du 14 au 20 novembre 2010, PBJ accueillera un défenseur des droits de l'Homme népalais : Kashiram Dhungana, avocat d'Advocacy Forum à Bardiya

-Émilie, la nouvelle coordinatrice de PBJ France, effectuera une mission au Népal du 8 au 20 décembre 2010.

Florence Sers

## Portraits croisés des deux coordinatrices

Notre coordinatrice, **Anne Boucher**, travaillait à mi-temps pour PBI-France et à mi-temps pour le Collectif Guatemala. Compte tenu de la charge de travail et des nouvelles sources de financement qu'elle a su trouver, les deux associations ont décidé de tenter un grand pas en avant : recruter, pour la remplacer, deux personnes à plein temps. La rémunération modeste que nous proposons, et le fait que nous bénéficions d'un « emploi aidé », font que cette décision ne semble pas trop aventureuse. Une petite équipe de 4 personnes (Bureau + coordinatrice) qui a procédé aux entretiens a eu des avis très convergents et c'est à l'unanimité que nous avons retenu la candidature d'**Émilie Faruya**.

« **J'imagine, Anne, que ce n'est pas tout à fait par hasard que tu es devenue coordinatrice de PBI-France. Peux-tu nous dire ce qui t'a amenée à t'investir dans les Droits de l'Homme et la non-violence ?**

Il n'y a probablement pas de hasard. Néanmoins, je ne connaissais ni l'ONG ni l'accompagnement international avant de postuler. A la fin de mes études de gestion de projets et coopération internationale, j'ai effectué plusieurs stages en institutions et des missions de terrain avec des ONG en Amérique latine. A la suite de cela, j'ai choisi de m'orienter vers des postes de siège au Nord, en appui aux initiatives d'acteurs du Sud. Le poste de coordination de PBI France correspondait à mes attentes et me permettait de travailler pour la première fois dans les droits de l'Homme.

**Compte-tenu de tes 5 années d'expérience, pourrais-tu nous éclairer, nous, les bénévoles, sur ce que nous devons faire - et ne pas faire - pour faciliter la tâche de notre nouvelle coordinatrice Émilie... et lui donner envie de rester aussi 5 ans avec nous ?**

Il est important que vous soyez présents physiquement et/ou réactifs par mail et au téléphone pour aider Émilie à prendre ses marques rapidement. Vous pouvez rester aussi sympathiques, attentifs et complémentaires.

**Et peux-tu nous dire également ce qui t'a semblé difficile dans cette tâche ?**

Être sur un poste très polyvalent et à mi-temps a généré des frustrations. Il a souvent fallu donner la priorité aux tâches administratives au détriment d'autres objectifs de fond (plaidoyer, analyse des contextes d'intervention). Malgré le soutien des bénévoles et les nombreux contacts à distance, le fait de travailler seule dans un bureau au quotidien s'est avéré assez difficile. J'ai souvent rêvé d'une équipe de travail et de collègues...

**Pour nous dire ensuite, quelles ont été tes joies, tes motifs de satisfaction ?**

Ils ont été nombreux, bien plus que les difficultés! Pour n'en citer que quelques uns : l'accueil de défenseurs toujours plus nombreux en France, le développement du soutien aux volontaires et leurs témoignages au retour, les nouvelles pistes de soutien aux Projets, l'accroissement des subventions, le rapprochement avec d'autres ONG du secteur en France, l'amélioration des outils de communication.

**Nos lecteurs seraient sûrement intéressés par ton avis sur les points forts, les atouts de PBI-International, et les aspects qui devraient évoluer ?**

A la dernière AG (en 2008), nous faisons le constat que PBI fonctionnait trop comme une fédération et qu'il fallait redonner de l'unité à l'ONG. Des initiatives sont à l'œuvre

depuis, avec la création de nouveaux postes à PBI International (plaidoyer, recherche de fonds, soutien aux volontaires) et la communication plus étroite entre les groupes nationaux et les Projets. Cela sert la cohérence entre les entités PBI et devrait contribuer à plus de visibilité sur la scène internationale... un travail de longue haleine.

**Un grand merci, Anne, pour avoir permis à PBI-France de vivre et de se développer depuis 5 ans, et pour l'avoir fait avec tant d'efficacité et de gentillesse.**

*Brigitte Chambolle*

« Nous avons la bonne candidate » ! C'est en ces termes que les membres du bureau de PBI se sont exprimés au sujet d'Émilie Faruya à l'issue des entretiens de recrutement. Soyons honnêtes : le départ d'Anne suscitait en nous une grande tristesse mais aussi une appréhension quant à la bonne gestion des activités de PBI-France, pour le moins à court-terme. A la suite de nos rencontres avec Émilie, nous avons été convaincus qu'elle serait en mesure de gérer le quotidien de l'association tout en ayant une vision claire des objectifs et des valeurs de PBI. Voilà pourquoi nous nous sommes réjouis lorsqu'elle a accepté de devenir la nouvelle coordinatrice de PBI-France.

Originaire du sud de la France, fille unique d'un père français et d'une mère espagnole, Émilie grandit au milieu de la campagne ensoleillée de Boisset-Gaujac dans les Cévennes. Elle a quitté le domicile familial il y a plus de huit ans déjà, d'abord pour s'installer à Nîmes où elle complète un premier cycle universitaire, puis à l'IEP de Grenoble où elle se consacre à l'écriture d'un mémoire sur la guerre civile espagnole et le franquisme, thème qui lui tient à cœur par son histoire familiale. L'intérêt d'Émilie pour le franquisme s'étend aux dictatures d'Amérique Latine ce qui la mène à suivre un master sur la région et à y séjourner : en Argentine d'abord, où elle est chargée de mission plaidoyer au bureau d'Amnesty International à Buenos Aires, puis au Costa Rica où elle fait du volontariat pour une organisation locale centrée sur la protection des droits humains. C'est dans ce pays, lors d'une audience à la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme où plaide une avocate accompagnée par PBI, qu'Émilie découvre l'association.

Une expérience riche et internationale, des racines franco-espagnoles, une réelle maîtrise des enjeux liés aux droits humains -avec un tel parcours, il semblerait presque qu'Émilie eût été destinée à croiser le chemin de PBI-France !

Nous sommes en tout cas très heureux de l'accueillir dans ses nouvelles fonctions et lui souhaitons un début prometteur chez PBI-France.

*Anne-Caroline Duplat*

## Retour sur la tournée de Victor Mambor en France

*Après la Belgique, la Hollande et l'Allemagne, le journaliste et défenseur des droits humains indonésien Victor Mambor a achevé son 'speaking tour' européen par la France. PBI France lui a permis de faire part de la mise à mal des droits humains des habitants de Papouasie occidentale (province indonésienne) et de l'état critique du travail journalistique là-bas auprès de multiples ONG, médias ou pouvoirs publics. Portrait d'un homme assumant le danger et les menaces pour le bien de son peuple et le respect du droit en Papouasie.*

### **L**e travail de Victor à AJI et FOKER

Victor Mambor est un activiste de premier plan de la partie ouest et indonésienne de l'île de Papouasie, rôle d'autant plus crucial que les habitants sont en général laissés de côté ou maltraités de fait par le gouvernement central de Jakarta. Il travaille en tant que Chargé de communication à FOKER, réseau rassemblant 120 ONG locales. FOKER, groupe accompagné par PBI, travaille à informer et développer la société civile locale dans son combat pour le respect des droits humains et de la démocratie, avec un focus sur les problématiques environnementales (ex. la déforestation) et le respect spécifique des peuples indigènes et de leurs modes de vie.

Victor est également le président de l'antenne d'AJI (Alliance of Journalists Independent) en Papouasie, et à ce titre Editeur en chef de leur journal JUBI, qui représente une des rares sources de renseignement locale sûre.

### Les problèmes mis en avant par Victor

FOKER a entrepris ce 'speaking tour' pour partager avec les partenaires et financeurs européens les problématiques et souffrances des habitants de Papouasie, et essayer ainsi de les prioriser dans l'agenda politique. Travail d'autant plus nécessaire que la Papouasie, île à l'extrême est de l'Indonésie ne se retrouve pas fréquemment sous les spotlights des médias et de la politique internationale.

Dans sa démarche, Victor a largement insisté pour 'dépolitiser' les problèmes dénoncés, c'est-à-dire les détacher de la question du conflit entre le mouvement indépendantiste papou et le gouvernement central. Il a, à l'inverse, souligné la mise à mal des droits humains essentiels des habitants avec en premier lieu l'extrême pauvreté (des cas de famines se produisent dans les zones les plus reculées), puis la question sanitaire avec le sida frappant sévèrement les populations indigènes. Il a également insisté sur la nécessité de respecter les droits des indigènes, notamment le droit à la terre et le respect des modes de vie traditionnels.

Travailler et enquêter sur de tels enjeux et dénis de droits humains comme le fait AJI amène cependant à faire face à de multiples tentatives de différents acteurs pour limiter la liberté d'investigation et d'information.



Victor Mambor, journaliste et défenseur des droits humains indonésien, a terminé sa tournée européenne par une visite en France du 29 septembre au 5 octobre.

### Travail journalistique et pressions politiques

Par suite de la présence d'un mouvement indépendantiste en Papouasie, le gouvernement central de Jakarta prive les journalistes étrangers de la liberté de circuler et travailler, limitant ainsi l'accès d'un regard indépendant sur la situation de la population locale, la réalité du mouvement indépendantiste et l'attitude des militaires indonésiens.

En Papouasie, de multiples acteurs interviennent dans la vie des médias locaux, restreignant la liberté d'enquête et de partage de l'information. L'armée, au premier rang, qui place des 'informateurs' travaillant directement dans les journaux en tant que journalistes, contrôlant directement les renseignements transmis aux habitants. Cela est rendu possible par le manque de journalistes locaux formés. Les compagnies portuaires ou minières 'achètent' les médias par la publicité, visant à s'assurer une analyse positive de leur activité et de son impact écologique. Les hommes politiques – élus ou candidats – lancent de multiples médias, qui vivent quelques mois, et les utilisent comme des outils de communication. AJI, qui réalise l'hebdomadaire JUBI à hauteur de 3000 exemplaires, est ainsi un des rares médias qui enquête de manière indépendante et soit une source de renseignements fiable à laquelle se fient les ONG locales et internationales.

Le panorama est d'autant plus compliqué que les acteurs croisent leurs intérêts : une grande compagnie

minière financera l'armée pour qu'elle protège un de ses lieux d'activité, un candidat à une élection locale soutiendra un nouveau projet écologiquement dévastateur, les militaires prennent part à la déforestation... Les acteurs que le travail des journalistes dérange recourent alors à de multiples degrés de violence : menaces de morts, intimidations, dans certains cas assassinats par des hommes de main.

A ces aspects, malheureusement classiques, des limites apportées à la liberté d'enquêter et d'informer, s'ajoutent des caractéristiques locales : le travail journalistique en Papouasie est rendu plus ardu par le caractère très rural et parfois peu accessible du territoire. Peu de journalistes se déplacent, comme ceux de l'AJI, dans les lieux de vie des communautés indigènes afin d'enquêter sur les cas de famines ou d'épidémie de sida, ou dans les endroits reculés où les forces de sécurité recourent à la violence car elles y bénéficient d'une impunité due au caractère isolé de ces zones.

De par tous ces aspects, travailler en tant que journaliste à AJI en Papouasie est un engagement qui amène à assumer des menaces et dangers bien réels, et ce d'autant plus que le gouvernement de Jakarta se représente le média comme soutenant le mouvement indépendantiste. L'assassinat récent d'un des journalistes d'AJI est hélas la preuve de l'ampleur du risque.



Le Comité ICP MAN soutient les tournées de défenseurs. Ici, une rencontre à Lyon le 1<sup>er</sup> octobre

### Dangers concernant les journalistes : le cas Ardiansyah Matra'is, les menaces à l'égard de Victor.

Le journaliste Ardiansyah Matra'is, qui travaillait pour AJI, a été retrouvé mort, le corps nu au bas d'une rivière près d'un pont sur lequel la moto était restée, le 28 juillet dernier. La police a premièrement considéré

qu'il s'agissait d'un suicide - il aurait ainsi sauté du pont - sans réaliser de réelle enquête. AJI a envoyé des journalistes et découvert qu'il avait été battu, que des os avaient été fracturés. Victor et AJI sont intimement convaincus qu'il s'agit d'un assassinat. L'hypothèse du suicide est plausible car Ardiansyah a été déprimé et a parlé de suicide en mars. AJI l'a alors envoyé se reposer dans son village, et cela s'était arrangé. Son travail sur un cas de déforestation, liant l'armée et une grande compagnie, pourrait être la cause d'un éventuel assassinat. Le contexte avant l'assassinat était déjà tendu, quatre journalistes ayant reçu des menaces de mort, mais pas Ardiansyah. Victor pense qu'en réalité, l'éventuel assassinat a été mis en place par le maire de Marauke et le gouvernement central pour divertir l'attention des médias d'un projet agricole à grande échelle (1,6 millions d'hectares) qu'ils cherchent à implanter malgré le rejet des habitants. Effectivement l'assassinat du collaborateur de FOKER a attiré l'énergie et l'intérêt des médias et des habitants, laissant le projet contesté sans investigation. AJI fait son possible, et ne ménage pas sa peine, pour que la police réalise une réelle enquête et remplisse les devoirs assignés par la loi, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Malgré la tristesse et le danger, AJI continue à travailler. Victor est en première ligne. Pourtant il reçoit quasi quotidiennement des menaces de mort ou des tentatives d'intimidation via appels, messages... A la nuit, des hommes inconnus, habillés en civil, viennent s'asseoir devant chez lui un moment, puis repartent. L'État et l'armée utilisent souvent des hommes de main, se gardant de réaliser le sale travail par eux même, Victor dit qu'il s'agit d'individus qu'ils connaît peut-être, vivant dans son environnement. Il ne déclare les menaces à la police que quand il s'agit des autres journalistes d'AJI, pas quand cela le concerne. Il n'avertit, lui, que sa femme, lui confie une liste des menaces reçues, qu'elle révélera en cas d'évènement malheureux.

A la fin de son 'speaking tour', fatigué par les meetings et déplacements qui se sont succédés, Victor est reparti en Papouasie avec les contacts directs des différents acteurs publics ou ONG qu'il a rencontrés. En espérant que cela permettra à FOKER et AJI de faciliter et développer leur travail d'alerte et de plaidoyer !

*Yannick Creoff*

## Guatemala : Des nouvelles du Projet en 2010

*Selon le Rapport annuel de l'Unité de Protection des Défenseur(e)s des Droits de l'Homme au Guatemala (UDEFE-GUA), l'année 2009 a été la plus violente de la décennie, principalement du fait de la violence politique contre les défenseurs des droits humains, et l'année 2010 devrait voir augmenter la violence à leur égard<sup>1</sup>. Comme l'indique les conclusions de l'UDEFE-GUA sur l'aggravation de la situation d'insécurité pour les défenseurs des droits humains, nous avons reçu au premier trimestre de cette année plusieurs demandes d'accompagnement de la part de différentes organisations guatémaltèques et nous en avons accepté deux nouvelles. L'équipe du Projet Guatemala compte 10 volontaires depuis mars 2010.*

**D**urant cette période, nous avons intensifié l'accompagnement de UDEFEGUA, étant donné les menaces reçues au mois de mars par Claudia Samayoa, coordinatrice, et Erenia Vanegas, chercheur, à cause du travail qu'elles développent en faveur des défenseurs des droits humains menacés. Nous avons tenu de fréquentes réunions avec divers membres de l'organisation et avons assuré un accompagnement physique dans les déplacements nécessaires pour le développement de leur travail dans plusieurs départements. De même nous avons intensifié le travail d'interpellation des autorités publiques guatémaltèques et des autorités et institutions internationales. En outre, nous avons rédigé et publié une Alerte pour exprimer notre inquiétude sur la situation de sécurité des membres de l'UDEFE-GUA.

Au mois de janvier, nous avons commencé l'accompagnement de l'**Association Paysanne Camoteca (ACC)**, dans le département de Chiquimula. Son objectif principal est la défense de la vie et des ressources naturelles, et sa fin ultime est la défense de l'être humain et de la nature dans laquelle il vit. L'association développe un travail de conscientisation et d'information sur les effets des méga-projets sur le milieu ambiant, la santé et la situation économique. Ses préoccupations se concentrent sur la situation de vulnérabilité des communautés situées sur les territoires, qui seront probablement affectés par le projet du Corridor Technologique<sup>2</sup> (ou Canal Technologique). A la suite de ce travail, plusieurs membres de l'association ont reçu des menaces.

Dans le même département, nous avons accompagné des membres de la **Coordination Centrale Paysanne de Chortí Nuevo Día**, qui informaient les communautés du jugement technique du Ministère du Milieu Environnant et des Ressources Naturelles (MARN) sur l'étude d'impact environnemental du projet de barrage hydroélectrique El Orégano. Nous avons assisté en tant qu'observateurs internationaux à des réunions entre des dirigeants communautaires, membres des organisations accompagnées du secteur, l'évêque de Zacapa, Rossolini Bianchetti et d'autres membres des églises du nord-est du pays.

Nous avons accompagné l'association et la Coordination Centrale Paysanne à deux réunions dans la capitale, Guatemala Ciudad, avec les associations qui y ont présenté leur opinion défavorable à la construction des bar-

rages hydroélectriques prévus dans la région, et ont remis un document écrit argumentant en détail leur désaccord. Celui-ci concerne la construction du barrage hydroélectrique El Orégano et le développement du projet "Canal Tecnológico".

Depuis le mois de février, nous accompagnons le **Conseil des Communautés de Cunén, (département du Quiché)**. Il est formé de 22 membres de 8 microrégions de la municipalité de Cunén, qui ont été désignés par leurs communautés. L'un de ses axes centraux de travail est la défense de la terre, du territoire et des ressources naturelles. Il a organisé, en Octobre 2009, une consultation communautaire sur les activités d'exploitation de mines et d'hydroélectricité et, en général, sur la mise en place des méga-projets. À cette occasion, près de 19 000 personnes ont manifesté leur désaccord. PBI est intervenu comme observateur au cours d'une partie du processus de préparation et de mise en oeuvre de cette consultation dont les résultats n'ont pas été pris en compte par les autorités et institutions politiques du Guatemala, à la date de rédaction de ce rapport. Le 5 mai, nous avons accompagné le Conseil qui allait remettre à des représentants du Congrès de la République et à diverses autorités du Gouvernement un Mémoire de manifestes communautaires de la population et des autorités locales des municipalités du nord du département du Quiché. La documentation remise fait état de profonds désaccords, mécontentements et préoccupations de la population communautaire face à l'installation d'entreprises nationales et internationales intéressées par l'exploitation des ressources naturelles de la région.

Nous avons continué l'accompagnement de la **Coordination Nationale des Veuves du Guatemala (CONAVIGUA)**. Le 21 avril, nous avons assisté en tant qu'observateurs à l'enterrement des restes mortels de sept personnes assassinées durant le conflit armé de Santa Apolonia (Chimaltenango). Nous avons élargi l'accompagnement, en assurant une présence lors des déplacements [des membres de l'association] en rapport avec leurs activités de défense de la terre et de ses ressources naturelles. Dans ce cadre, nous avons été observateurs pour diverses réunions réalisées avec des communautés de la municipalité de Uspantán (El Quiché), dans la phase de préparation d'une « Consul-tation de Bonne Foi » sur la mise en place des projets électriques et mi-

niers dans le secteur. Dans la capitale Guatemala Ciudad, nous avons été observateurs pour un sit-in face à la Cour Constitutionnelle (CC) au cours duquel diverses organisations ont demandé la sortie de l'entreprise Ciments Progreso de la municipalité de San Juan Sacatepéquez (Guatemala) et ont exprimé leur opposition au barrage hydroélectrique Himber dans la communauté de Playita Copón, dans la zone Reina, Ixcán (El Quiché).

Durant les derniers mois, nous avons intensifié l'accompagnement de **Q'amoló Kí Aj Sanjuani – Unamos Pueblos Sanjuaneros**, suite à leurs dénonciations publiques de nombreux abus sur les défenseurs des droits humains dans les communautés de la municipalité de San Juan Sacatepéquez et à la criminalisation qui s'en est ensuivie à leur rencontre. L'organisation est formée de représentants des douze communautés qui sont affectées par la construction d'une cimenterie à San Juan Sacatepéquez, et qui demandent aux institutions publiques de prendre en considération le résultat de la consultation populaire réalisée en 2008, dans laquelle plus de 8 000 personnes de la municipalité ont manifesté leur opposition à la construction de la cimenterie. Nous avons maintenu une présence fréquente dans les communautés et avons accompagné les membres de Q'amolo Kí Aj Sanjuani à leurs réunions hebdomadaires. Nous restons préoccupés par la situation de San Juan Sacatepéquez à la suite des incidents violents qui ont eu lieu dans les communautés, principalement du fait de la présence de groupes armés qui intimident la population.

Le 22 mai, nous avons été observateurs de la marche organisée dans la capitale à l'occasion de la Journée de la Terre, qui a compté environ 5 000 personnes. Des représentants du mouvement paysan indigène étaient présents. Durant cette marche, les participants se sont présentés aux ambassades des pays dont relèvent les maisons mères de quelques unes des entreprises internationales qui réalisent ces activités d'exploitation pour demander pacifiquement l'arrêt de ces opérations.

Nous avons continué à accompagner l'**Association des Femmes Indigènes de Santa María Xalapán** (AMISMAXAJ). Après avoir obtenu une autorisation du Gouvernement Xinka qui nous permet d'entrer dans la montagne de Santa María Xalapán (Jalapa), nous avons commencé à assurer une présence physique et des réunions dans le secteur. Le 15 mars, nous avons été observateurs de la manifestation de AMISMAXAJ et du Collectif des Jeunes de la montagne de Santa María Xalapán, activité qui est en relation avec la défense de la terre et du territoire. Nous avons assisté à la marche du 8 mars, réalisée dans la capitale à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme. Ont participé à la marche avec AMISMAXAJ, des organisations d'étudiants, de féministes, d'artistes, d'indigènes et de paysans.

En février, nous avons accompagné les membres de l'

**Association pour la Protection de la Montagne de Las Granadillas (APMG)**, dans une visite à la Finca Tashoro (Zacapa), dans le but de connaître le terrain et le programme de reboisement en pins. Nous avons assisté en mars et avril à des réunions du groupe de travail pour donner suite à la visite de la Finca Tashoro. Nous avons continué à accompagner le processus de dialogue pour l'obtention d'une décision classant la montagne de Las Granadillas en zone protégée.

Au mois de février, nous avons accompagné l'**Union des Organisations Paysannes de Verapaz** (UVOC) à la cérémonie officielle de remise de terres aux familles de la Finca La Mocca, à laquelle participaient 150 familles concernées, des représentants des organisations de la société civile et des autorités de l'Etat. Malgré l'obtention des terres, près de trois ans après que ces travailleurs se soient installés au bord de la route, il reste des points à résoudre, comme la reconnaissance de leurs droits établis quand ils travaillaient à la Finca, la construction de maisons, d'un réseau électrique et d'adduction d'eau sur le nouveau terrain. Depuis 2008, PBI assure le suivi de la situation des familles de La Mocca. Nous accompagnons aussi les membres de l'UVOC dans certains des dossiers où ils apportent un appui juridique, relatifs à la propriété de la terre ou aux preuves légales de celle-ci.

Dans le contexte tendu et violent du Département de San Marcos, nous avons suivi la situation de membres de la **Commission de Résistance Pacifique de San Rafael Pie de la Cuesta (CRP)** et avons été en contact avec un membre du Mouvement des Travailleurs Paysans (MTC). En outre, nous nous sommes réunis avec diverses organisations de la société civile et suivons la situation avec beaucoup d'attention.

A la demande de la **Coordination Nationale des Habitants du Guatemala (CONAPAMG)**, nous avons été observateurs le 13 janvier, d'un sit-in que les communautés de Nuevo Progreso, San Marcos, ont réalisé dans la capitale pour dénoncer publiquement les dysfonctionnements de la distribution de l'énergie électrique dans la municipalité. Par la suite, nous avons assisté en tant qu'observateurs à la réunion que les représentants de Nuevo Progreso ont eue avec la Commission Nationale d'Énergie Électrique (CNEE).

*Traduction du bulletin du Projet par Michel Lambert*

<sup>1</sup>UDEPEGUA, Informe sobre situación de defensoras y defensores de derechos humanos, Guatemala, enero a diciembre de 2009.

<sup>2</sup>Pour un coût de 12 milliards USD, le projet de développement connu sous le nom de "Corredor Tecnológico" souhaite unir en 2015 l'océan atlantique et le Pacifique. Ce projet comprend la construction d'une route à quatre voies qui unira la ville frontrière de Pedro de Alvarado, Moyuta (Département de Jutiapa), et le port de Santo Tomás de Castilla (Département d'Izabal). Cette infrastructure qui traversera Chiquimula, Zacapa, Izabal et Jutiapa comprend aussi la construction d'une voie ferrée pour les trains de marchandise et d'un gazoduc.

## PBI au Népal : un sport de hautes sensations !

*Élise est partie en juin 2009 rejoindre le Projet Népal de PBI. Elle a d'abord passé deux mois et demi à Darjeeling, en Inde, en immersion auprès d'une famille népalaise pour apprendre la langue. Puis elle a rejoint l'équipe terrain de Katmandu fin août 2009. Elle est rentrée à Paris en octobre. Pour « Présence internationale » elle revient sur sa mission.*

**V**oilà donc trois semaines que j'ai quitté le Népal et la maison de PBI à Katmandu pour rejoindre Paris.

Trois semaines, et je n'ai toujours pas réussi à me débarrasser de ma phobie de l'eau en me lavant les dents. Trois semaines que je réapprends à boire au robinet, que j'ai banni le riz de mon alimentation et le mot « *Namaste* » de mon vocabulaire, que je déambule dans les rues de Paris sans risquer de me faire alpaguer par un rickshaw, que j'ai l'impression de pouvoir respirer de l'air frais à plein poumons (oui, Paris n'est pas polluée par rapport à Katmandu). Que je redécouvre les joies d'avoir de la lumière 24 heures sur 24 et de quitter les rues froides pour rentrer dans une salle chauffée. Que je mange de nouveau avec un couteau et une fourchette, que je déguste du bon vin et mange de la vache non sacrée. Que lorsque je traverse la rue j'attends le petit bonhomme vert au lieu de juger le moment opportun pour me lancer uniquement au volume sonore des klaxons. Trois semaines que les saris colorés ont été remplacés par des costumes noirs et gris, que les tongs ont fait place aux chaussures fermées et aux ampoules...et encore tant d'autres petites choses qui sans que je ne m'en sois rendu compte rythmaient ma vie.



Élise Tillet, entourée d'enfants lors d'un accompagnement

Voilà ce qui, trois semaines après mon retour, m'a frappée, m'est revenu du Népal. Ces petits détails qui se sont immiscés en moi, sans me prévenir, sans que j'y réfléchisse. Et pourtant il me faut parler, mettre des mots sur cette expérience si riche. Mais lorsque je dois mentionner cette année c'est encore avec mon cœur, et

non ma tête, que je réponds. C'est pourquoi écrire cet article est un exercice difficile, peut être même un peu prématuré. Et pour le faire, il me faut revenir à l'état d'esprit dans lequel je me trouvais à mon départ.

Je parlais avec la soif de rencontrer des défenseurs des droits de l'Homme, de comprendre leurs combats, leurs difficultés et de tenter de les soutenir. La soif également de découvrir un pays et une culture qui m'étaient totalement étrangers. Mais aussi avec mes peurs : la peur de ne pas être capable de m'adapter à la culture, aux conditions de vie, la peur de ne pas pouvoir faire preuve de sang-froid et de distance dans les situations d'urgence et de stress, l'inquiétude de savoir si je m'intégrerais bien dans mon équipe et aussi la peur de la nourriture trop épicée !

J'avais également très peur de la frustration. Je savais par mes années d'expérience qu'il est très difficile dans ce métier de mesurer les effets de ses actions sur le court terme. Mais cela n'est pas arrivé. Les népalais que j'ai rencontrés et qui se battent depuis des années sans voir la situation politique du pays s'améliorer, ne perdent pas espoir. Et leur dynamisme et leur optimisme sont contagieux. J'ai aussi eu la chance, de pouvoir mesurer les résultats de notre action. Un soir un avocat nous a appelés, nous demandant de venir en urgence. Cet homme, dont le fils a été porté disparu, enlevé par les forces de sécurité du Népal durant la guerre, a décidé de se battre pour que les responsables présumés de ce crime soient traduits en justice. Au moment de son appel, son second fils avait été arrêté par la police et torturé à plusieurs reprises. Les forces de police le menaçaient de le tuer et de tuer son père s'il ne retirait pas sa plainte. La police se rendait chaque soir devant leur maison pour les intimider. Une collègue volontaire et moi-même sommes alors parties immédiatement sur le terrain pour les rencontrer, évaluer la situation, rencontrer les autorités locales et mobiliser la communauté internationale et diplomatique, puis procéder à une relocalisation de la famille à Katmandu. Après 6 mois de travail, ils vivent aujourd'hui de nouveau en sécurité dans leur village, ils bénéficient d'un réseau de soutien local et international et peuvent continuer à se battre pour obtenir justice. Avoir pu mesurer les effets de notre action a été l'une des choses les plus satisfaisantes de ma mission.

Cette mission fut aussi l'occasion de réaliser que les défenseurs des droits de l'Homme ne sont pas des héros ou des « Zorro » malgré ce que les médias ou la



communauté internationale leur demandent parfois d'être. Ils sont, eux aussi, des êtres humains, avec leurs failles, leurs défauts. Ils peuvent se battre pour obtenir justice mais reproduire le système de discrimination fondé sur les castes. Ils ont aussi une histoire et un bagage culturel qu'il faut apprivoiser. Souvent victimes de guerre, ils vivent avec de grands traumatismes. Et la particularité du travail de PBI, qui est de vivre au quotidien avec eux, nous amène à nous confronter à ces fragilités psychologiques, alors que nous ne sommes pas toujours armés pour cela. Au-delà de ces difficultés, l'apport majeur d'une année avec PBI est la découverte de ses limites, physiques et psychologiques. Travailler pour PBI c'est travailler sans relâche, parfois jours et nuits, dans l'urgence et le stress. Apprendre à se préserver et savoir s'arrêter est l'une des plus grandes leçons de vie que mon année m'aura apportée.

Car pour l'équipe de volontaires, le bureau est notre maison, notre apéro est une réunion de travail, nos soirées un bilan de compétences, nos petits déjeuners l'agenda de la journée. Voilà la vie quotidienne dans une maison de volontaires PBI, qui rassemble nos vies personnelles et professionnelles.

Mon équipe fut soudée, dévouée à sa mission. Nous étions prêts à nous soutenir mutuellement, à travailler plus pour que l'autre se repose. Tous conscients des qualités, défauts, et limites de chacun, nous n'étions jamais trop exigeants, mais tolérants, et compréhensifs, honnêtes et directs. Ce fut à mon sens la meilleure façon de faire de ma mission avec PBI une année inou-

bliable et les missions de terrains des réussites. Et nous avons la chance de bénéficier d'une bouée de secours dans les moments difficiles : une équipe de salariés, internationaux et népalais, dévoués aux équipes de volontaires et de terrain, travaillant dur pour nous soutenir, logistiquement, financièrement, psychologiquement.

C'est aussi grâce à mes collègues népalais et mon séjour à Darjeeling que j'ai pu m'imprégner de la culture népalaise. Participer à des festivals hindous tous les 4 jours, vivre avec humour et le sourire dans un monde coloré par les saris, m'habituer doucement à la nourriture épicée et manger du riz tous les jours ! Mais s'adapter à la culture népalaise fut aussi, dans certains aspects, l'un des défis de cette année. J'ai dû accepter, en tant que femme, d'être souvent déconsidérée, ou affronter la discrimination basée sur le système de castes, alors que parfois ma première réaction était de vouloir l'ignorer, le rejeter.

Il est difficile de finir cet article. Il me reste tant de choses à mentionner, le contexte politique du Népal, le travail des défenseurs des droits de l'Homme népalais, la situation des familles de disparus... Mais pour résumer tant de choses en si peu de mots, travailler une année avec PBI c'est s'enrichir professionnellement, culturellement, personnellement et vivre à 200 à l'heure. Une année avec PBI c'est un train grand huit, un milkshake des sentiments, un sport extrême, des sensations fortes !

*Élise Tillet, volontaire de retour du Népal*



L'équipe au Népal

## Les débuts d'Alice dans la sous-équipe de Medellin

*Voilà 4 mois que je suis arrivée en Colombie, et aucune journée n'est pareille à la précédente. Après deux semaines de formation à Bogotá, je suis partie pour Medellín.*

J'ai la chance d'être dans une petite équipe, qui s'entend bien et avec laquelle le travail est fluide et efficace! C'est un peu bizarre de travailler dans sa propre maison mais les occasions de sortir sont très nombreuses: accompagnements, rondes dans les bureaux des organisations, rendez-vous avec les autorités locales...

Nous accompagnons 4 organisations principales: AS-FADDES (Association des familles de détenus et disparus), qui regroupe les familles des victimes de détention arbitraire et de disparition forcée (une pratique politique très répandue en Colombie), la CJL (Corporation juridique Liberté), une corporation d'avocats qui travaille beaucoup de cas d'exécutions extrajudiciaires (les fameux "faux positifs": les forces armées qui tuent des civils et les "déguisent" en guérilleros pour augmenter les chiffres), l'IPC (Institut de formation populaire), un institut populaire travaillant dans l'éducation et les droits de l'homme, et le Comité de Solidarité avec les Prisonniers Politiques, que l'on accompagne pour certaines audiences et surtout dans leur travail au sein des prisons de Medellín.

Plusieurs de ces associations travaillent aussi à Bogotá et à Barranca, ce sont les associations qui ont "appelé" PBI à entrer en Colombie il y a 16 ans. Nous accompagnons aussi une avocate qui travaille dans les régions de Valle et de Cauca, au sud-ouest du pays.

Tous les "accompagnés" partagent l'idée que c'est un peu difficile pour eux de voir tant de volontaires de PBI et que nous partions (presque) tous après un an: il faut qu'ils se réhabituent aux nouveaux, qu'ils tissent à nouveau la relation de confiance, et que nous même fassions un travail intense de récupération de la "mémoire historique" de PBI avec eux, pour entrer dans la dynamique. C'est pour ça que la formation est si longue (1 semaine à Valladolid, 2 semaines à Bogotá, 2 autres à Medellín), les "anciens" nous donnent des ateliers sur chaque organisation, sur la façon dont s'organise le travail, et sur l'histoire de PBI avec chacune.

Aujourd'hui c'est mon tour de former notre nouvelle volontaire... Le temps passe vite!

J'ai eu l'occasion d'aller aider l'équipe de Barrancabermeja lors de périodes intenses, nous sommes partis accompagner une commission d'ONG qui allait soutenir une grève dans une petite ville minière. Une entreprise canadienne possédait un contrat d'exploitation censé s'achever en 1996, et qui stipulait que l'exploitation des mines reviendrait ensuite aux mineurs. L'Etat colombien a vendu l'exploitation en 2004 à une autre entreprise étrangère, qui a licencié tous les mineurs syndica-

lisés. Cette entreprise ne payant pas les retraités, le syndicat a appelé à la grève générale (certains commerçants ont suivi, mais le chef de la corporation des commerçants, allié de la nouvelle entreprise exploitante, a appelé à ne pas faire grève). Durant l'accompagnement nous avons dû rester éveillés pendant 2 nuits pour éviter que les forces de la Police et de l'Armée ne chargent contre les barricades élevées par les mineurs (pour empêcher l'entrée et la sortie des camions de l'entreprise). J'ai pu vérifier l'efficacité de la dissuasion de PBI lors des diverses discussions avec le commandement des forces publiques, qui nous connaissait: avant chaque voyage nous prévenons tous les niveaux de commandement des autorités civiles, militaires et policières, et durant l'année nous avons de nombreuses entrevues pour garder un contact solide et exposer nos préoccupations quant à la situation des défenseurs que nous accompagnons. Notre présence, et l'existence d'un réseau international de soutien à l'action des organisations accompagnées, eurent donc un poids significatif dans leur décision de ne pas charger. Pendant les négociations, les jours suivants, PBI a dû relayer ses équipes dans cette ville, mais n'a pas pu assurer une présence continue et quelques semaines après ces premiers jours de grève, en l'absence de la commission d'ONG et de PBI, les journaux ont annoncé que 54 mineurs étaient hospitalisés pour les blessures reçues lors d'affrontements avec les forces publiques. La situation des défenseurs des droits de l'homme, des syndicalistes et de toute voix critique à l'égard du gouvernement, ne s'améliore pas malgré les promesses du nouveau Président. Pourtant, les organisations que nous accompagnons gardent courage et continuent de dénoncer l'impunité et les violations de droits de l'Homme. En Colombie PBI se centre sur trois thématiques majeures: l'impunité, les processus de résistance communautaire, et les violations de droits de l'Homme pour raisons économiques.

Je suis très heureuse de retrouver la Colombie, même si c'est une expérience totalement différente... avec PBI nous avons accès à tout un contexte d'atteintes aux droits, à des témoignages de la violence, c'est une autre dimension du pays que je découvre cette année. C'est dur, mais heureusement les personnes que nous accompagnons, et les victimes qu'eux même accompagnent et défendent, font preuve de courage et de persévérance et tout le travail de PBI prend son sens. Je me rends compte aussi à quel point le relais et le travail politique dans nos pays d'origine est important!

*Alice Tabard, volontaire en Colombie*

## Mexique: Les nouvelles orientations du Projet

A l'occasion d'une réunion « face à face » en mai dernier, l'ensemble de l'équipe de PBI Mexique a pu réexaminer la stratégie du Projet et ses activités opérationnelles. Ce fut l'occasion d'un passage de témoin entre Sergi Bach, coordinateur depuis 6 ans, et Lisa Maracani.

**E**n matière de stratégie, l'équipe a insisté sur l'importance des tournées et visites de défenseurs au Mexique et à l'extérieur. Elle a décidé de mener une étude pour analyser leur impact sur la protection des défenseurs. Un moment fort a été la tournée européenne d'Alba Cruz en Europe en avril-mai 2010, et la réunion de divers avocats (dont des représentants du Barreau de Paris et de l'Observatoire international des avocats à Toulouse) en présence de l'avocat Santiago Aguirre du Centre Tlachinollan accompagné par PBI.

### Les volontaires Français au Mexique

Lors de la dernière formation qui a eu lieu à Lisbonne en juin dernier, 10 volontaires ont été recrutés, dont une Française, Delphine Werheyde. Elle rejoindra Benoît de Montaigu et Marianne Bertrand

En matière de plaidoyer, l'équipe a réaffirmé son objectif : que le gouvernement du Mexique applique ses engagements internationaux concernant les défenseurs des droits de l'Homme, en particulier vis-à-vis de la Cour inter-américaine des droits de l'Homme. Un axe très important est de suivre de près les actions de l'Union européenne, tout particulièrement pour les États du Guerrero et d'Oaxaca – la France coordonne d'ailleurs le groupe européen qui suit la situation de l'État d'Oaxaca. Une visite du Comité des droits de l'Homme des Barreaux (de France et des Pays-Bas) est éventuellement prévue à Oaxaca. Enfin l'équipe a donné son feu vert pour lancer un groupe de travail chargé d'explorer l'idée d'une consultation auprès des défenseurs pour qu'ils définissent leurs besoins en matière de protection, avec l'appui des Ambassades au Mexique.

### PBI démarre un nouvel accompagnement à Oaxaca

En juillet, le Projet Mexique a décidé d'accompagner le Père Alejandro Solalinde, qui a créé en 2007 le Centre d'accueil « Frères en chemin » à Ixtepec dans l'État d'Oaxaca.

Le Père Solalinde ne se contente pas de fournir assistance aux migrants : il les défend en justice et dénonce ceux qui les attaquent. De ce fait, il a reçu de nombreuses menaces.

Rappelons que la Commission inter-Américaine de protection des droits de l'Homme a organisé le 22 mars 2010 une Audition sur le thème des migrants en transit sur le territoire mexicain. Dans son rapport, elle relève qu'elle a reçu « des informations sérieuses concernant le très grand nombre de migrants kidnappés pour demande de rançon (18 000) ». Les victimes sont fréquemment torturées.

L'équipe a également passé en revue les actions de terrain, et analysé la situation des défenseurs accompagnés. Les menaces sont particulièrement vives sur le Comité 25 novembre (Alba Cruz/oaxaca) et l'OPIM (Organisation des peuples indigènes Me'phaa, qui défend les cas d'Inés Fernandez et Valentina Rosendo, femmes indigènes victimes de viol par des militaires en 2002, devant la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme). Le Projet Mexique a préparé un document d'analyse de risque très complet sur le cas de Valentina Rosendo.

Pour finir, le Projet Mexique est lui aussi touché par la crise financière internationale et s'inquiète de sa situation financière. Sergi reste chargé du difficile problème de la recherche de fonds et des relations avec les donateurs. A PBI France nous continuerons à aider le Projet Mexique dans les années à venir (12 000 € en 2010), grâce aux subventions de Non-Violence XXI et de l'Agence Française pour le Développement.

*Georges Leperchey*

### Comment est structuré le projet :

- Quatre personnes à Mexico City : la coordinatrice des équipes terrain (Marianne Bertrand), le coordinateur du Plaidoyer Mexique et Amérique du Nord (Michael Tamblyn), la chargée d'appui technique pour les publications et les ateliers sur la sécurité (Ben Leather), l'administratrice qui gère les finances, l'administration, les visas (Ana Carolina Bustamante).

- Une équipe de 8 volontaires au Guerrero (Chilpancingo) qui accompagne Centre des droits humains de la Montaña TLACHINOLLAN, OPIM-Organisation des peuples indigènes Me'phaa , AFADEM-Association des familles de détenus, de disparus et de victimes des droits humains, AFADEM, MOCIPOL-Organisation pour la surveillance civile de la police et des forces de sécurités de la région de Montaña OMESP-Organisation de femmes écologistes des hauts plateaux du Petatlán, et Comité Cerezo-Comité de soutien aux droits des prisonniers politiques et de conscience (Mexico City)

- Une équipe de 5 volontaires à Oaxaca qui accompagne le Comité 25 Novembre- Organisation de défense des droits humains basée dans la région d'Oaxaca, le CEDHAPI- Centre de conseils sur les droits humains pour peuples indigènes, le Père Solalinde directeur de l'Auberge du Migrant "Frères en chemin".

- Quatre personnes en Europe : la coordinatrice de Projet (Lisa Maracani à Londres), le représentant européen qui coordonne le plaidoyer en Europe, la communication avec les Groupes Pays et travaille sur les publications (Susana Nistal à Bilbao en Espagne), un chargé du contrôle Financier, qui travaille aussi sur les rapports aux donateurs (David Avila à Lisbonne) et enfin le chargé des relations avec les donateurs (Sergi Bach à Barcelone).

Lors de la réunion « Face à Face », il a été décidé que cette structure serait revue lors de la prochaine réunion et adaptée aux besoins et ressources du Projet.

**Rencontre publique avec Kashiram Dhungana, défenseur népalais des droits humains, le jeudi 18 novembre à 20h**

Kashiram Dhungana est avocat et dirige l'agence d'Advocacy Forum dans la province de Bardiya. PBI Nepal entretient depuis longtemps une relation très positive avec Kashiram, laquelle commença en 2007 et s'est renforcée depuis l'ouverture d'une agence de PBI à Bardiya en 2009. Kashiram a une solide connaissance de la situation des droits de l'Homme au Népal, tant locale que nationale, et en particulier de la culture de l'impunité, parmi les autorités en particulier, notamment dans leur traitement des cas liés au conflit.

PBI France, avec le soutien de l'association Népal-France Action Culturelle, vous invite à le rencontrer le jeudi 18 novembre à 20h, salle Cedidelp du CICP (1<sup>e</sup> étage). Une traduction sera assurée par Mme Shova Chand, professeur à l'INALCO.

A cette occasion, le film réalisé par PBI Népal en 2009 "We are not giving up" (interviews de sept défenseurs népalais et un représentant de l'ONU), sera diffusé.



**Prochaine Journée d'Initiation de PBI-France le samedi 27 novembre, 10h-18h**

Cette journée vise à accueillir et orienter les personnes intéressées par la non-violence, la prise de décision au consensus, l'accompagnement international, et la protection des droits humains.

Elle est ouverte à toute personne intéressée par ces thématiques que vous souhaitez ou non vous engager comme bénévole ou volontaire au sein de PBI.

Organisée de façon progressive, elle comprend une présentation des principes régissant l'action de PBI ainsi que des mises en situation. Il est donc nécessaire d'être présent durant toute cette journée.

Pour plus d'informations: [pbi.france@free.fr](mailto:pbi.france@free.fr)

**S'impliquer avec PBI**

**>>> Devenir bénévole**

Pour devenir bénévole et aider régulièrement ou ponctuellement, il faut

- avoir un peu de temps à donner ;
- être ouvert et convaincu de l'efficacité de la non-violence

**>>> Nos actions**

**Appui aux projets**

À chaque projet de terrain correspond un "réfèrent", chargé du suivi du projet au sein de la section nationale. Il/elle informe les candidats au volontariat, assure une veille informationnelle, et est la courroie de transmission entre le comité qui gère le projet et la section nationale. L'appui aux projets passe également par la recherche de fonds et le travail inter-associatif.

**Réseau d'appui / réseau d'alerte**

Il appartient aux sections nationales de constituer un réseau d'appui : celui-ci est composé de personnalités – élus locaux, députés, membres d'ONG – qui ont connaissance de notre action et la soutiennent moralement ou politiquement. En cas de difficulté rencontrée sur le terrain par un volontaire ou une personne accompagnée, ce réseau est sollicité pour une réaction immédiate auprès des autorités concernées.

**Communication**

> Communication externe

Il s'agit de la création et la mise à jour des documents d'information (plaquettes, bulletin trimestriel etc.) et de la gestion de la liste de la liste de diffusion de PBI. Il faut également assurer la publicité des événements auxquels participent PBI, en tant qu'organisateur comme en tant qu'invité.

> Communication interne

En tant que membre d'une organisation internationale, PBI-section française doit participer à la vie de celle-ci : contribuer aux publications générales, se positionner sur différentes questions, participer à des rencontres internes etc.

**>>> Devenir volontaire**

Pour devenir volontaire il faut :

- parler l'espagnol pour les projets latino-américains ou l'anglais (et être disposé à apprendre la langue du pays) pour les projets en Asie ;
- avoir une expérience associative préalable est souhaitable.

Chaque projet prend en charge la formation du volontaire, un voyage aller/retour, le séjour sur place, l'assurance et une petite indemnisation mensuelle. On demande au volontaire de s'engager pour une durée initiale d'un an.

Consultez le site Internet : [www.pbi-france.org](http://www.pbi-france.org)

**REJOIGNEZ-NOUS**

**Je deviens membre de PBI-section française**

Adhésion au tarif

◇ Normal, 30 euros

◇ Réduit (étudiants, petits budgets) 15 euros

◇ De soutien, 60 euros

L'adhésion comprend l'envoi du Rapport annuel et les invitations aux événements de PBI en France. Elle ne comprend pas l'abonnement au bulletin trimestriel Présence internationale.

**Je m'abonne au bulletin Présence internationale** ◇ 10 euros par an

**Je souhaite participer aux activités de PBI dans ma région**

◇ Suivi des missions

◇ Organisation d'événements

**Je souhaite faire un don de**

◇ 30 euros,

◇ 60 euros,

◇ 100 euros,

◇ Autre : ..... euros

**Nom :** ..... **Prénom :** .....

**Adresse :** .....

**Code postal :** ..... **Ville :** .....

**Tel. :** ..... **Email :** .....